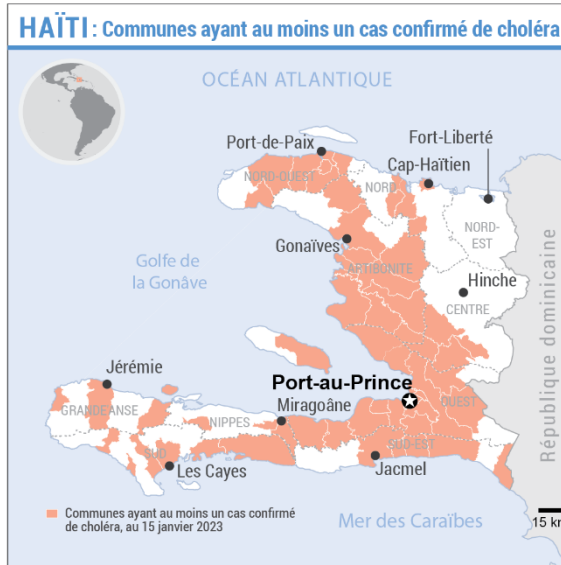


Ce rapport a été élaboré par OCHA Haïti avec la contribution des partenaires humanitaires. Il contient les dernières informations disponibles au 17 janvier 2022.

## POINTS SAILLANTS

- La trêve des gangs au niveau de Martissant a permis la réouverture de la route nationale 2 menant vers le sud, bien que qu'un droit de passage soit maintenu ;
- Le choléra continue de progresser, en particulier en province, avec une augmentation de 57% du nombre de cas suspects en un mois.
- Les partenaires humanitaires soutiennent le fonctionnement de 94 centres de traitement du choléra à travers le pays et la mise en œuvre d'activités WASH pour prévenir la propagation.
- Une campagne de vaccination a été menée dans les zones prioritaires des départements de l'Ouest et du Centre grâce aux 1,2 millions de doses de vaccin oral reçues.
- Sur les 155 000 personnes déplacées dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, 75% vivent dans des communautés hôtes.
- Malgré la réouverture de 90% des établissements scolaires en janvier 2023, le retour effectif des élèves reste à évaluer.



Sources: DELR, MSPP  
Les frontières et les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas une approbation ou une acceptation officielle par les Nations Unies.

## CHIFFRES CLES

**1 742**

Cas confirmés<sup>1</sup> de choléra (MSPP)

**24 232**

Cas suspects<sup>2</sup> de choléra (MSPP)

**483**

Décès dû au choléra<sup>3</sup> (MSPP)

**90%**

Des écoles réouvertes (MENFP)

**155 166**

Déplacés dans la ZMPAP (DTM/OIM)

## APERCU DU CONTEXTE

L'insécurité liée aux activités de gangs reste importante dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP). La présence de postes de police et l'intensification des patrouilles dans nombre de ces zones n'ont pas suffi à endiguer la capacité des gangs dans les quartiers de la capitale. Au cours de l'année 2022, le HCDH a enregistré 2 084 meurtres, 1 552 blessés des suites des violences des gangs armés, et 1 114 cas de kidnappings, un bilan sans précédent dans l'histoire du pays.

Cependant, il est à noter que, depuis le 5 décembre, une « trêve » est observée entre les principaux chefs de gangs (Village-de-Dieu, Grand-Ravine et Tibwa), au niveau de Martissant, ce qui a permis une reprise du trafic, moyennant l'acquiescement d'un droit de passage aux gangs armés, sur la route nationale 2 (RN2) qui demeurait bloquée depuis juin 2021. La commune de Cite Soleil a également connu une accalmie avec le respect d'un cessez-le-feu entre les principales coalitions de gangs (Gpép et G9). Ce dernier a, cependant, été rompu le 9 janvier par un nouvel épisode de violence dont le bilan reste à établir.

A contrario de l'amélioration de l'accès au niveau de la RN2, les conditions sécuritaires sur les autres routes nationales au niveau de la ZMPAP, notamment la RN1 qui mène aux départements du Nord, se sont fortement dégradées. De plus, malgré la reprise du terminal pétrolier de Varreux, le pays connaît encore une pénurie de carburant. En effet, les circuits de distributions officiels semblent tourner à vide et de très nombreuses stations-services restent fermées, particulièrement en province. Parallèlement, le prix de la gazoline sur le marché noir explose à plus de 1500 gourdes le gallon, soit plus de 160% de plus que le prix fixé par les autorités. Dans ces conditions, les acteurs humanitaires restent fortement dépendant des options de transport alternatives à la route notamment à travers le service aérien UNHAS et la barge du PAM.

<sup>1</sup> Tout cas suspect ou probable avec une culture positive pour *Vibrio cholerae*.

<sup>2</sup> Toute personne présentant une diarrhée aiguë aqueuse, profuse avec ou sans vomissements et déshydratation.

<sup>3</sup> Inclus les morts institutionnelles, communautaires et dans les prisons.

Sur le plan économique, le Gouverneur de la Banque Centrale d'Haïti, a déclaré que le pays était en dépression économique après plusieurs années de croissance négative et une inflation atteignant 47,2% en octobre 2022. Le taux de référence officiel a atteint un niveau sans précédent : 147 gourdes pour un dollar au 14 janvier 2023 contre 101,58 au 14 janvier 2022, soit une hausse de 44,75%. Cette situation conduit à une augmentation significative de prix des biens de premières nécessités y compris les produits alimentaires de base.

À la date du 9 janvier le mandat du dernier tiers du Sénat encore en fonction s'est achevé, sans qu'aucune nouvelle élection ne soit prévue. Cette situation laisse le pays sans institutions démocratiquement élues, au vu de la vacance de pouvoir au niveau de la Présidence de la République, et l'absence désormais effective du parlement et du Sénat. Devant cet état de fait, de nombreuses initiatives ont eu cours durant les derniers mois, ayant conduit à la conclusion d'un Consensus national pour une transition inclusive et une élection transparente, dont le texte a été publié au journal officiel le 3 janvier 2023. Cet accord prévoit la mise en place d'un Haut Conseil de la Transition et d'un organe de contrôle de l'action gouvernementale. Il de plus, prévoit la tenue d'élections générales en 2023 avec l'entrée en fonction des nouveaux élus le 7 février 2024. Cependant, malgré un certain accueil favorable de la communauté internationale, cet accord ne parvient toujours pas à rallier l'ensemble des acteurs politiques, une partie importante de l'opposition s'étant prononcée contre.

## SITUATION HUMANITAIRE

### Choléra

#### Situation générale

Au 15 janvier 2023, le ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP) rapportait **483 décès, 1 742 cas confirmés et 24 232 cas suspects de choléra** dans le pays, dont **20 505 personnes hospitalisées**.

En l'espace d'un mois, le nombre de cas suspects a augmenté de **57%** comparé aux 25 400 cas suspects au 15 décembre 2022. L'expansion géographique de l'épidémie se confirme puisque des cas sont confirmés dans **neuf des dix départements**. L'Ouest reste de loin le département qui concentre le plus de cas (plus de 16 000 cas, soit 66% des cas suspects), cependant, les départements qui connaissent l'augmentation la plus significative sont le Nord-Est, qui connaît ses premiers cas suspects, le Sud (63% d'augmentation sur 7 jours) et le Nord-Ouest (52%). De manière générale, malgré les efforts déployés par le MSPP et ses partenaires, les capacités de surveillance ne sont pas suffisantes pour obtenir une véritable estimation du nombre de cas.

Dans leur évaluation rapide des risques de novembre 2022, l'OPS/OMS alertait sur le risque très élevé de propagation de la maladie à l'ensemble de l'île Hispaniola aux vues de la crise humanitaire complexe que connaît le pays, des ressources limitées pour contenir l'épidémie et du flux migratoire constant en direction de la République dominicaine. Au 6 janvier, **13 cas de choléra** étaient confirmés en **République dominicaine** dont 4 importés d'Haïti.

#### Santé

##### *Prise en charge*

Quelque **94 centres de traitement du choléra** (CTC) sont actuellement en place dans l'ensemble du pays dont 67 reçoivent des patients atteints de diarrhée aiguë au 10 janvier. L'accès reste cependant difficile pour les personnes les plus vulnérables. Ces derniers rencontrent des **difficultés à couvrir les coûts de transport**. Indexés à la hausse des prix du carburants, les prix des transports publics ont en effet augmenté de près de 200% par rapport prix fixés en décembre 2021 par le gouvernement. Face à cette situation, certains acteurs en charge de CTC, tel que Médecins Sans Frontières prennent en charge ces coûts.

Les cas ne nécessitant pas d'une prise en charge directe ont pu bénéficier de **sels de réhydratation orale** (SRO) et de **kits choléra**. Dans le département de l'Ouest, 11 888 SRO et 1 287 kits choléra ont ainsi été distribués.

##### *Surveillance épidémiologique*

Quelques **900 agents de santé communautaire polyvalent** (ASCP) sont déployés dans les départements de l'Ouest et du Centre afin de soutenir la réponse communautaire et d'assurer la surveillance épidémiologique dans les zones les plus à risque.

Dans le département de l'Artibonite, PRODEVA, ONG locale, s'est également engagée dans la collecte de données communautaires sur la progression du choléra dans le Haut-Artibonite en collaboration avec l'hôpital Toussaint Louverture d'Ennery., Ce partenaire local manque de financement pour étendre la zone surveillée par ses volontaires.

##### *Intrants*

La fourniture d'intrant à travers le pays reste un enjeu majeur de la réponse au choléra en Haïti. Dans leur **évaluation rapide des risques de novembre 2022**, l'OPS/OMS alertait sur la forte demande d'intrants et de vaccins au niveau mondial puisque 29 pays subissent actuellement une épidémie de choléra.

Afin de faciliter l'approvisionnement en intrant de l'ensemble des départements, UNHAS s'est doté d'un nouvel hélicoptère qui vient compléter sa flotte déjà composée d'un hélicoptère et d'un aéronef. Cependant, le service UNHAS rencontre encore des difficultés pour assurer son financement au-delà de janvier 2023.

Par ailleurs, un [pont aérien via Airlink](#) a été financé par le Bureau de l'Aide Humanitaire de USAID en décembre qui prévoit deux vols par mois jusqu'à la fin janvier au moins. Dans un contexte marqué par l'augmentation de 160% des prix des charters aériens, cette aide est cruciale.

Les deux premiers vols au départ de Miami ont ainsi permis l'acheminement de **88 tonnes de matériel essentiel** à la réponse contre le choléra (fournitures médicales, fluides pour intraveineuse, équipement pour la purification et filtration de l'eau) pour Care Haïti, la Fondation Dalton, Food for the Poor, Partner in Health et OPS/OMS, avec le soutien de deux compagnies commerciales, American Airlines et UPS. CARE Haïti a ainsi pu acheminer deux unités de traitement de l'eau qui seront installées aux Cayemites, une île dépourvue d'eau courante propre et fonctionnelle afin de renforcer l'accès à de l'eau propre. Quelques 200 tonnes de matériels pourraient être acheminer sur l'île dans les semaines à venir.

### *Vaccination*

Près de **1,2 million de vaccins oraux contre le choléra** sont arrivés le 12 décembre sur le territoire haïtien et la première phase de la campagne de vaccination a débuté le 19 décembre dans les communes les plus affectées et les zones environnantes dans les départements de l'Ouest et du Centre, avant de s'achever le 16 janvier. Des doses ont également été inoculées aux prisonniers dans les pénitenciers de Port-au-Prince et de Carrefour. Le bilan de cette campagne est en cours de validation.

### **Eau potable, assainissement et hygiène (WASH)**

S'assurer que la population a accès à de l'eau traitée est essentielle pour endiguer la propagation de l'épidémie. Dans le département de l'Ouest, Médecins du Monde (MDM) Argentine, Solidarité International, UNICEF, OPS/OMS, et leurs partenaires de mise en œuvre travaillent en étroite collaboration avec la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) et la Direction Sanitaire de l'Ouest (DSO) pour coordonner leurs activités WASH. Au total, depuis le mois de décembre, **78 points de lavage des mains** ont été installés dans les zones à haut risque, **4 655 kits d'hygiène distribués** et **93 maisons ont été décontaminées**.

Sur la même période, **765 000 gallons d'eau traitée et de service** ont été distribués à Cité Soleil. Par ailleurs, **538 994 aquatabs** ont été distribués dans les sept communes de la ZMPAP.

Au cours du mois de décembre, **l'OIM a fourni des biens non-alimentaires à ses partenaires afin de soutenir la réponse au choléra**. MSF a ainsi reçu 10 000 savons, 1 000 jerricans et 1 000 sceaux avec robinet et le MSPP 3 000 savons, 1 000 kits d'hygiène. De plus, les donations de l'OIM ont permis à 3 100 ménages de Cité soleil d'être assistés par les organisations famille Kizito, Sourire d'enfant et Apronha.

### **Communication avec les communautés**

Dans la ZMPAP, les ASCP ont permis de **sensibiliser près de 380 000 personnes** depuis le mois de décembre dont 84% de la population de Cité Soleil et 33% de la population de Kenscoff. MdM Argentine a également distribué plus de 420 matériels d'Information, Education et Communication sur le choléra dans les communautés à haut risque.

Selon l'analyse de la Direction Sanitaire de l'Ouest, **les activités de réponse communautaires doivent être intensifiées au niveau des communes d'Arcahaie et de Cabaret**, qui, malgré un nombre significatif de cas, souffrent d'un déficit de réponse.

Afin d'améliorer l'information du public au niveau national, UNICEF a soutenu la mise en place d'un **service d'information automatisé gratuit** qui permet d'obtenir des informations sur le choléra en envoyant le mot « KOLERA » par SMS au 8090 de façon anonyme et confidentiel. A la fin de l'année, il avait déjà enregistré plus de 82 000 consultations.

### **Financement**

Le 6 janvier, le gouvernement du Japon a annoncé le déboursement d'une allocation d'urgence de **3 millions de dollars US** pour soutenir la réponse à l'épidémie de choléra. Ces fonds se concentreront sur des activités WASH, santé et sécurité alimentaire mises en œuvre par UNICEF, PAM et IFRC.

Ces contributions s'intègrent dans l'**Appel éclair Choléra+** lancé le 15 novembre et actuellement financé à hauteur de 10,5% selon le **Financial Tracking Service**.

## Protection

### Personnes déplacées internes

#### *Zone métropolitaine de Port-au-Prince*

Selon l'évaluation de la situation des déplacements dans la ZMPAP, publiée par l'OIM (DTM : Matrice de suivi des déplacements), **plus de 155 100 personnes sont en situation de déplacement dans la ZMPAP**, principalement à cause des violences urbaines. Il s'agit d'une **augmentation de 77%** par rapport à août 2022.

Un quart, soit **38 500 vivent dans un total de 50 sites spontanés** dont plus de la moitié sur cinq sites principaux. Ces espaces (places, écoles, lieux désaffectés...) sont souvent inadaptés à l'accueil des populations extrêmement précaires. Ils ne sont pas équipés en infrastructure d'hygiène, eau et assainissement pour répondre aux besoins primaires de la population qui est contrainte d'y vivre dans des conditions indignes, notamment en matière de protection. Malgré les difficultés d'accès dues à l'insécurité, les partenaires humanitaires se mobilisent pour assurer des distributions de repas chauds et d'eau potable sur les sites ainsi que l'entretien de latrines mises en place.

La majorité des déplacés sont accueillis par leurs proches au sein de **246 communautés hôtes**. La résilience aux chocs (ex. nouvelle vague de violence) de ces dernières sont fragilisées par cette pression accrue sur leurs ressources. Face à ce constat, le soutien aux communautés hôtes est un élément essentiel de la réponse aux déplacés internes en Haïti.

Au cours du mois de décembre, l'OIM fournit une aide au relogement à 196 ménages de la ZMPAP via un transfert monétaire.

#### *Artibonite et Centre*

Selon **les données récoltées par la DTM** entre le 2 et le 6 décembre, 1 248 ménages (5 475 personnes) ont été déplacés entre 22 septembre et 25 novembre 2022 au niveau de Petit-Rivière de l'Artibonite et de Cabaret au nord du département de l'Ouest, suite aux attaques armées de gangs locaux. Réfugiés dans les communautés alentours ces populations ont des besoins urgents d'assistance. Le 12 décembre, l'OIM, le PAM, OPS/OMS et UNICEF ont conduit une mission d'évaluation rapide multisectorielle des besoins dans l'Artibonite, il en ressort des besoins prioritaires en termes de nourriture (38%), abris (25%), moyens de subsistance (19%), WASH (13%) et soutien psychosocial (6%).

Le secteur sécurité alimentaire travaille sur les modalités de la réponse à travers des activités de distribution d'urgence de nourriture, d'activités génératrices de revenus (curage de canaux, protection des bassins versants...), appui à la production agricole pour la campagne de printemps. Dans l'Artibonite, Progetto Mondo a mené des activités d'appui aux moyens de subsistance auprès de 400 bénéficiaires au cours du mois de décembre.

### Migration

Selon un **rapport de la DTM**, entre le début du mois de décembre et le 11 janvier, **689 personnes ont été rapatriées par voie aérienne et maritime**. Cela démontre une reprise progressive des rapatriements après une réduction significative de ces derniers entre septembre et octobre due aux épisodes de troubles sociaux dans le pays. Sur cette période, les rapatriements ont été effectués principalement depuis les Bahamas (40%), Cuba (13%) et Turks-et-Caïcos (7%).

Les rapatriements par voie terrestre depuis la République Dominicaine restent les plus nombreux. Entre début décembre et le 11 janvier, la DTM a recensé **15 886 rapatriements forcés** au niveau des postes frontières de Ouanaminthe (70%), Belladère (29%) et Malpasse (1%), soit une moyenne quotidienne de 378 rapatriements. Il ne s'agit cependant que d'une analyse partielle puisqu'elle ne recense pas les rapatriements via le poste frontière d'Anse-à-Pitres ou les points de passages non-officiels à la frontière.

Dans le contexte actuel, les personnes rapatriées arrivent en Haïti dans des situations extrêmement vulnérables et avec peu ou pas de ressources. L'OIM leur porte assistance avec une aide financière unique pour répondre aux besoins les plus urgents, une prise en charge médicale et psychosociale si nécessaire, ainsi que des kits d'hygiène. La majorité des personnes retournées par voies aérienne et maritime sont assistées par l'OIM. Cependant, elle n'a pas les ressources nécessaires pour assister les plus vulnérables à la frontière dominicaine face à **l'augmentation constante de la fréquence et du nombre de rapatriements**.

### Sécurité alimentaire

**L'inflation galopante et** la forte dépréciation de la gourde face aux devises principales étrangères **impacte** directement les **prix des denrées alimentaires à la base** de la consommation des ménages pauvres et à revenus moyens en Haïti (riz, haricots noirs, maïs, huile de cuisson). En effet, ces derniers sont majoritairement issus de l'importation (toute l'huile de cuisson, 80 pour cent du riz, une part significative des haricots et du maïs). Les prix des produits alimentaires importés a augmenté de 60% en glissement annuel et de plus de 120% par rapport à la moyenne quinquennale selon les **analyses** du réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET). Aussi malgré une baisse modérée de l'insécurité, le pouvoir d'achat des ménages très pauvres se détériorent aggravant leur insécurité alimentaire.

**Les acteurs humanitaires continuent de fournir de l'assistance dans les zones prioritaires.** Dans le département des Nippes et de l'Ouest, le projet d'appui aux moyens d'existence de Malteser a ainsi bénéficié à 468 individus. Diakonien Katastrophenhilfe a également fourni des moyens de subsistance à 2 100 personnes au cours du mois de décembre.

Dans la commune de Cité Soleil, les acteurs humanitaires ont profité d'une trêve entre gangs rivaux pour renforcer leurs activités. Bien que des heurts aient à nouveau éclaté au cours de la deuxième semaine de janvier, les actions dans ces quartiers en insécurité alimentaire catastrophique continuent. Un total de 2 906 ménages résidant dans 14 quartiers de Cité Soleil ont ainsi bénéficié d'un cash transfert électronique d'un montant équivalent à 95 dollars US dans le cadre de la réponse menée par Concern Worldwide. Au cours du mois de décembre, le PAM a distribué une assistance alimentaire à quelques 93 290 personnes dont 43 290 à Cité Soleil, Croix-des-Bouquets et Delmas.

## Nutrition

Sur le plan de la nutrition, UNICEF en partenariat avec Mdm Argentine a dépisté plus de 1 500 enfants âgés de 6 à 59 mois de la commune de Cité Soleil afin d'évaluer leur état nutritionnel. Quelques 92 cas de malnutrition aigüe modérée et 27 cas de malnutrition aigüe sévère ont été admis en traitement.

**Une enquête nutritionnelle SMART est en cours** afin d'obtenir des informations sur le statut nutritionnel des enfants âgés de moins de cinq ans.

## Éducation

Après avoir été reportée à de nombreuses reprises, la réouverture des établissements scolaires à travers le pays a enfin eu lieu. Selon le ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelles (MENFP), au 15 janvier, **plus de 90% des écoles du pays avaient réouvert leurs portes**, une augmentation significative par rapport aux 17% d'écoles ouvertes au 28 novembre.

Cependant, le retour des écoliers sur les chemins de l'école reste à évaluer. Après plus d'un mois de gel des activités économiques et dans un contexte marqué par une forte inflation, les familles les plus vulnérables rencontrent de grandes difficultés pour payer les frais de scolarité de leurs enfants ainsi que l'achat de fournitures scolaire. L'UNICEF a commencé la distribution de **plus de 11 000 kits scolaires, d'hygiène et de récréation** dans 22 établissements de la ZMPAP.

## Financement

L'Aperçu global humanitaire 2023 (GHO), publié le 1 décembre 2023, alerte sur le nombre sans précédent de personnes en besoin d'assistance humanitaire dans le monde.

En Haïti, la situation est extrêmement préoccupante. **Près de 5,2 millions de personnes sont dans le besoin dont 3 millions sont ciblées par le Plan de réponse humanitaire (HRP) 2023** qui nécessite un financement total de \$714,8 millions soit près du double du montant requis en 2022. Cette hausse significative des besoins financiers est la conséquence de la hausse significative des coûts opérationnels due à l'inflation et aux ajustements logistiques liés aux difficultés d'accès.

Malgré une amélioration en 2022 avec 46% du HRP financé, en moyenne, seuls 30% des montants requis par les HRP ont été collectés au cours des cinq dernières années (2018-2022). Afin de stopper la dégradation de la situation humanitaire, un appui encore plus conséquent de la communauté internationale est nécessaire en 2023.

### Contacts :

Christian Cricboom, Chef de bureau, [cricboom@un.org](mailto:cricboom@un.org)

Elsa Bedouk, Chargée de l'Information publique et du Reporting, [elsa.bedouk@un.org](mailto:elsa.bedouk@un.org)